



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/45/207 ✓
S/21238
9 avril 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Points 12, 92, 102, 103, 112, 113 et 142
de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
APPLICATION EFFECTIVE DES INSTRUMENTS DES
NATIONS UNIES RELATIFS AUX DROITS DE
L'HOMME ET BON FONCTIONNEMENT DES ORGANES
CREES EN APPLICATION DESDITS INSTRUMENTS
QUESTION DU VIEILLISSEMENT
PREVENTION DU CRIME ET JUSTICE PENALE
TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS
CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS
RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU PRINCIPE
D'ELECTIONS PERIODIQUES ET HONNETES
DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON
VOISINAGE ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-cinquième année

Lettre datée du 9 avril 1990, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur l'extrait ci-joint des Country Reports on Human Rights Practices For 1989 (rapports de pays sur les pratiques en matière de droits de l'homme) publiés par le Département d'Etat des Etats-Unis, qui contient des renseignements sur la situation en matière de droits de l'homme en République arabe syrienne. J'ai souligné les passages présentant un intérêt spécial (voir annexe).

Vu l'importance que présentent ces informations, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire publier le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 12, 92, 102, 103, 112, 113 et 142 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent par intérim

(Signé) Johanan BEIN

* A/45/50.

ANNEXE*

RAPPORTS DE PAYS SUR LES PRATIQUES EN MATIERE DE
DROITS DE L'HOMME POUR 1989

RAPPORT PRESENTE AU

COMITE DES RELATIONS EXTERIEURES

SENAT DES ETATS-UNIS

ET AU

COMITE DES AFFAIRES ETRANGERES

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DES ETATS-UNIS

PAR LE DEPARTEMENT D'ETAT

CONFORMEMENT AUX ARTICLES 116 d) ET 502 B b) DE LA LOI SUR
L'AIDE A L'ETRANGER DE 1961, TELLE QU'ELLE A ETE MODIFIEE

FEVRIER 1990

* Les passages soulignés l'ont été par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies.

SYRIE

La Syrie est dirigée par un régime autoritaire qui n'hésite pas à avoir recours à la force lorsqu'il se sent menacé. Le Président détient un pouvoir quasi absolu. Les décisions importantes concernant la politique étrangère, la sécurité nationale et l'économie sont prises par le Président et ses proches collaborateurs, et sont souvent ratifiées par le Parlement. Des élections parlementaires sont régulièrement organisées, mais le Parlement n'a aucun pouvoir indépendant. Les trois branches du Gouvernement sont fortement influencées par les vues du Parti baas dont la primauté au sein de l'Etat est consacrée par la Constitution. Toute opposition politique indépendante et non autorisée est féroce réprimée. Toutefois, il existe une certaine autonomie régionale exercée par les conseils administratifs locaux.

Le Parti baas, qui insiste sur le socialisme et l'arabisme séculier, est arrivé au pouvoir en 1963. Il est désormais dominé par l'armée, qui accapare une large part des ressources économiques de la Syrie. Ces dernières années, le Parti a servi principalement à légitimer le régime du Président Assad. Bien qu'en théorie le Parti baas cherche à éliminer le sectarisme et la conscience de classe en mettant l'accent sur l'identité nationale par opposition à l'identité ethnique, les allégeances ethniques, religieuses et régionales demeurent importantes. Ce sont des membres de la secte du Président Assad, les alaouistes, qui détiennent la plupart des postes clefs dans l'armée et en matière de sécurité.

A l'exception d'une brève interruption en 1973-1974, la Syrie connaît l'état d'urgence depuis 1963. Le Gouvernement a justifié la loi martiale en invoquant l'état de guerre avec Israël et les menaces que des groupes terroristes (intégristes musulmans, Iraquiens et Libanais) font peser sur le pays. Jusqu'en 1982, les frères musulmans représentaient la plus grande menace interne pour le régime. Entre la fin des années 70 et son élimination brutale en 1982, ce groupe d'intégristes sunnites a contesté ouvertement le régime séculier baassiste dominé par les alaouistes. La Ligue pour l'action communiste est un autre groupe d'opposition clandestin. Les manifestations publiques d'opposition au régime demeurent toutefois très limitées et des arrestations massives n'ont pas été signalées en 1989.

Le Gouvernement central s'entoure d'un dispositif de sécurité important. Les principales branches des services de sécurité fonctionnent indépendamment les uns des autres et en dehors du cadre juridique normal; elles sont toutes soupçonnées de violations des droits de l'homme. Pour justifier les activités des services de sécurité, le régime invoque la poursuite de l'état d'urgence proclamé en raison de l'état de guerre avec Israël.

La Syrie a une économie socialiste et a nationalisé la plupart des grandes entreprises. Le régime a adopté des politiques économiques visant à corriger les déséquilibres régionaux antérieurs et à éliminer les écarts entre les classes. Le secteur privé - encore peu important mais vigoureux - est en expansion, et la plupart des terres agricoles sont possédées par des particuliers. L'économie connaît la stagnation, et il n'y a pratiquement pas de croissance réelle, le produit intérieur brut de 1988 étant à peu près équivalent à celui de 1982.

La situation globale des droits de l'homme n'a guère connu de changement en 1989. Toutefois, la Syrie a pour la première fois accepté de répondre à une enquête de l'Organisation des Nations Unies concernant ses pratiques en matière de droits de l'homme, et la presse syrienne a rapporté qu'une délégation d'Amnesty International (AI) avait rencontré le Vice-Président Khaddam en juin. Le Gouvernement a également répondu positivement à diverses demandes du Gouvernement des Etats-Unis concernant le statut des Juifs syriens. Toutefois, la Syrie demeure dans les faits sous la coupe d'un régime autoritaire, et l'on n'a pu relever aucun signe de progrès sur la voie d'un système politique plus libre ou d'un plus grand respect des droits de l'homme. Les violations des droits de l'homme, y compris la torture, le refus d'accorder la liberté de parole, la liberté de la presse et la liberté d'association, et le mépris du droit des citoyens de changer leur gouvernement ont continué de caractériser le régime en 1989.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, notamment protection contre les atteintes ci-après :

a) Meurtres politiques et exécutions extrajudiciaires

Les exécutions pour conviction politique sont en général en Syrie une réaction contre ce qui est perçu comme de la subversion ou comme des menaces directes et violentes contre le régime. Aucune exécution pour conviction politique n'a été signalée en 1989, mais, selon Amnesty International, il y aurait eu au moins deux décès dus à des mauvais traitements infligés en cours de détention en 1988.

b) Disparitions

Des sources dignes de foi ont dans le passé fait état de la disparition de certains Syriens arrêtés pour raisons de sécurité. Aucun cas de ce genre n'a toutefois été signalé en 1989.

c) Tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Bien que le code pénal interdise la torture et que ceux qui s'en rendent coupables soient passibles de lourdes peines, on continue de signaler de nombreux cas de torture, subie en particulier durant l'arrestation et l'interrogatoire dans des affaires politiques ou des affaires concernant la sûreté de l'Etat.

Dans son rapport de 1989, portant sur l'année 1988, Amnesty International (AI) a noté que de nombreux cas de torture et de mauvais traitements infligés aux prisonniers, y compris des mineurs, continuaient d'être signalés et que ce type de traitement semblait être pratique courante. Amnesty a cité des cas dans lesquels des prisonniers auraient été battus - et dans certains cas grièvement blessés - et un cas de prisonnier ayant subi des décharges électriques. Selon le rapport, 3 des 10 membres de la communauté juive arrêtés depuis 1987 pour déplacements illégaux auraient été torturés pendant leur détention. Il arrive fréquemment que les forces de sécurité arrêtent des membres de la famille d'un fugitif et les maintiennent en détention ou les torturent jusqu'à ce que le fugitif se livre aux autorités. La

mise en accusation d'officiers s'étant livrés à de telles pratiques en 1989 a été signalée au moins une fois en 1989, mais aucune action concertée n'a été entreprise par le Gouvernement pour mettre fin à ces pratiques.

Aucun groupe international n'a accès aux centres de détention de haute sécurité. Les familles ne sont généralement pas autorisées à rendre visite aux détenus incarcérés dans ces centres.

d) Arrestations arbitraires, détention ou exil

Le code civil, inspiré du code français, s'il prévoit en règle générale des garanties suffisantes est pratiquement muet en ce qui concerne les atteintes à la sécurité ou les infractions politiques. En vertu de la loi sur l'état d'urgence, les garanties normales peuvent être suspendues, en particulier dans les affaires politiques et les affaires concernant les atteintes à la sécurité, et les intéressés peuvent être détenus indéfiniment sans inculpation ou sans jugement; arrêtés secrètement, sans que les formes légales soient respectées; et se voir dénier le droit à ce qu'un tribunal statue sur le bien-fondé de la détention provisoire. Le prévenu n'a aucun recours en cas d'arrestation illégale et ne peut être contacté par sa famille ou ses amis, qui le plus souvent ne savent pas où il est détenu. On pense que de nombreuses personnes "disparues" sont en vie et sont détenues par les forces de sécurité. Il arrive fréquemment que le détenu soit relâché sans avoir été inculpé. On ne dispose pas d'estimations fiables concernant le nombre de personnes détenues sans jugement. L'exil, parfois volontaire, est utilisé à l'occasion pour débarrasser le régime d'éléments gênants.

En ce qui concerne le travail forcé ou obligatoire, voir section 6 c).

e) Refus du droit à un procès public équitable

Le système judiciaire syrien, qui est calqué sur le système français, comprend des tribunaux civils distincts (loyers, contrats, etc.); des tribunaux pénaux, également compétents pour connaître des infractions économiques; des tribunaux religieux; des tribunaux militaires; une cour de sûreté de l'Etat; et des tribunaux constitutionnels.

Les affaires civiles et pénales relèvent du Ministère de la justice. Dans les affaires criminelles, le prévenu, après inculpation par le ministère public, est placé en détention provisoire, puis déféré devant un juge pour la mise en accusation. Le juge peut, soit le libérer pour insuffisance de preuves, soit renvoyer l'affaire à un tribunal pénal. Les prévenus peuvent choisir librement leur défenseur; s'ils ne peuvent se payer les services d'un avocat, le tribunal en désigne un d'office. Les tribunaux civils et les tribunaux pénaux n'imposent aucune restriction aux avocats pour la représentation de leur client, et le droit d'appel est reconnu. Il y a aussi possibilité de verser une caution dont le montant est généralement modeste. Pour les affaires pénales ne prêtant pas à controverse, le Gouvernement n'exerce généralement aucune coercition sur les tribunaux, mais il peut néanmoins faire pression sur eux s'il le souhaite. Les lourdeurs et les lenteurs de la justice sont telles que les suspects peuvent moisir en prison pendant des mois.

Dans les affaires criminelles, le prévenu est présumé innocent tant que sa culpabilité n'a pas été établie. Il peut faire valoir ses moyens de défense, et la procédure est contradictoire. Les audiences sont publiques sauf pour les mineurs et dans les affaires délicates sur le plan moral, comme les affaires de viol. Les affaires sont jugées par un juge; il n'y a pas de jury.

Les arrestations pour infractions "économiques" signalées en 1989 ont été moins nombreuses. En revanche, un certain nombre de personnes arrêtées avant 1989 pour des violations de la réglementation sur les changes ont été libérées, et les mesures de libéralisation économique qui ont été prises font qu'il est désormais plus facile pour les hommes d'affaires du secteur privé d'éviter d'avoir recours aux marchés des changes illégaux, même s'il est toujours théoriquement illégal pour un particulier de détenir des devises étrangères à moins qu'elles n'aient été obtenues en paiement d'exportations.

Les personnes accusées d'atteintes à la sécurité ou d'infractions politiques relèvent de la Cour de sûreté de l'Etat. Ces personnes ne peuvent choisir leur défenseur, qui est commis d'office par la Cour. La Cour tient toutes ses audiences à huis clos, et il n'y a pas de moyens officiels d'obtenir des informations sur le procès ou sur la peine prononcée; il arrive, toutefois, que des parents ayant des relations dans les milieux gouvernementaux finissent par obtenir des informations et parviennent même à faire libérer l'accusé.

Il y a également une Haute Cour, placée sous l'autorité du Premier Ministre, qui examine les questions ayant trait à la légalité des marchés publics et autres questions intéressant les rapports entre le secteur privé et le secteur public.

Le Gouvernement ne diffuse pas d'informations sur le nombre de personnes détenues pour atteinte à la sécurité ou pour infraction politique, mais les détentions ayant commencé en 1970, leur nombre est probablement considérable. D'après des indications qui n'ont pu être confirmées, entre février et mai 1988, jusqu'à 2 200 citoyens ayant des liens avec les Frères musulmans ou la Ligue pour l'action communiste auraient été arrêtés. Aucune arrestation pour raison politique n'a été signalée en 1989.

- f) Immixtions arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile, la correspondance

Les organismes de renseignement nationaux ont un réseau de gardes chargés de protéger les officiels et les bâtiments importants et de surveiller les activités des personnes habitant ces quartiers. Il est pratiquement sûr que certaines conversations téléphoniques sont enregistrées. La police et les agents de la sûreté sont partout, en particulier à Damas.

Le courrier et les publications étrangères sont censurés. Bien que le système juridique prévoit des garanties, notamment la présentation par la police d'un mandat d'arrêt ou d'un mandat de perquisition pour que celle-ci soit autorisée à entrer chez les particuliers, les règlements relatifs à l'état d'urgence suspendent ces protections dans les affaires concernant la sécurité.

Des points de contrôle peuvent être établis partout, et ni mandat d'arrêt ni mandat de perquisition ne sont alors nécessaires. Les forces de sécurité recherchent essentiellement les personnes soupçonnées d'être des éléments subversifs, mais également les marchandises de contrebande. L'établissement de peu de points de contrôle a été signalé en 1989, sauf sur la frontière avec le Liban.

Section 2. Respect des libertés publiques, notamment :

a) Liberté de parole et liberté de la presse

Il est interdit de critiquer le Président en public et les velléités de critique à l'égard du Gouvernement et du Parti baas sont efficacement découragées. Le Gouvernement et le Parti baas possèdent et exploitent tous les moyens de radiodiffusion et de télévision et les maisons d'édition et contrôlent rigoureusement la diffusion de toutes les informations.

Les nouvelles étrangères et intérieures sont soumises à la censure par les services des Ministères de l'information, de la culture et de l'orientation nationale. Les questions jugées délicates et susceptibles de porter atteinte aux intérêts du Gouvernement ne sont mentionnées ni dans la presse, ni dans les émissions quotidiennes des médias. En 1989, cette censure s'est étendue à certaines décisions de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ainsi qu'aux mouvements d'agitation populaire survenus en Union soviétique, en Europe de l'Est et en Chine jusqu'à ce que l'Agence de presse soviétique TASS en fasse publiquement état. Les émissions de radio et de télévision des pays voisins, y compris Israël, ne sont toutefois pas brouillées et les événements qui ne sont pas rapportés par les médias syriens sont donc en général connus du public.

Les journaux peuvent servir de tribune à l'opposition politique. Les critiques formulées à l'encontre de la politique ou de l'action du Gouvernement ne portent que sur des questions économiques, des défaillances mineures de l'administration, ou sur la corruption régnant dans le pays, et cette forme de critique est elle aussi habituellement orchestrée par le pouvoir. Les difficultés économiques font toutefois l'objet de critiques quasi journalières. Les critiques à l'égard de fonctionnaires ne s'adressent en général qu'à ceux de rang inférieur ou moyen.

Les publications et films importés sont soumis à la censure. On fait à l'occasion disparaître entièrement les articles critiquant la Syrie ou le rôle de la Syrie au Liban parus dans des magazines et journaux étrangers avant leur distribution. Les ouvrages littéraires, romans ou autres, sont censurés par l'Union des écrivains arabes lorsqu'on estime qu'ils critiquent ouvertement la Syrie, sont injurieux ou blessants pour un des groupes religieux du pays, ou sexuellement trop explicites. Les films sont souvent censurés pour diverses raisons, à savoir, par exemple, qu'ils présentent sous un jour plus favorable le conflit du Moyen-Orient, sont empreints de sectarisme ou font appel à des acteurs ou des sociétés de production figurant sur les listes de boycottage arabe. Le contrôle exercé sur les publications et autres matériaux en langue arabe est beaucoup plus strict que celui frappant les matériaux en langue étrangère.

Les établissements scolaires de tous niveaux sont entre les mains des pouvoirs publics. Les écoles primaires et secondaires privées opérées par des groupes religieux minoritaires sont tenues de se conformer aux programmes du Ministère de l'éducation et soumises à des inspections. Une heure est consacrée tous les jours à l'enseignement du patriotisme dans les établissements scolaires. Les enseignants n'ont pas le droit d'exprimer d'opinions contredisant la politique officielle, encore qu'une liberté plus grande d'expression soit tolérée dans l'enseignement supérieur.

b) Liberté de réunion et d'association

Il ne peut être tenu de réunions publiques, d'assemblées ou de manifestations qu'avec l'autorisation des autorités compétentes, et habituellement à l'instigation du Gouvernement ou du Parti baas. Les associations privées, y compris les groupes religieux, ne peuvent tenir de réunions que s'ils ont reçu du Gouvernement l'autorisation de se constituer en organisation. Cette autorisation, qui est généralement accordée, ne vaut que pour des activités n'ayant pas un caractère politique.

Pour ce qui est de l'application du principe de la liberté d'association aux syndicats, voir le chapitre 6 a).

c) Liberté de religion

Bien que les deux tiers environ des Syriens soient des musulmans sunnites, la Constitution n'institue pas de religion d'Etat. En guise de concession aux intégristes islamiques, qui reprochent au Parti baas sa laïcité, la Constitution de 1973 prévoit que le Président doit être musulman. Ceci mis à part, aucune religion ne bénéficie officiellement d'une quelconque préférence et toutes les grandes fêtes chrétiennes et musulmanes sont officiellement observées par le Gouvernement. Nombre de postes clefs de l'Administration sont détenus par des membres de la minorité alaouiste, secte qui groupe 10 à 12 % de la population et qui est considérée comme hérétique par nombre de sunnites.

L'idéologie laïque et l'influence modernisatrice du Baas ont eu pour effet de diminuer quelque peu la primauté de la religion et des liens ethniques, mais les Syriens n'en continuent pas moins à s'identifier d'abord à leur communauté d'origine.

A quelques exceptions près (indiquées ci-après), tous les groupes religieux, musulmans et autres, y compris les 3 800 Juifs syriens, peuvent pratiquer librement leur religion. La collecte de fonds, la construction de bâtiments et la tenue de réunions à des fins autres que le culte sont toutefois sévèrement limitées, voire parfois interdites. Juifs et chrétiens peuvent recevoir une formation religieuse dans le cadre des programmes scolaires, dans les écoles juives et arméniennes notamment. Les groupes appartenant à des religions autres que la religion musulmane peuvent maintenir des liens avec leurs coreligionnaires à l'étranger.

La politique officielle de tolérance religieuse comporte cependant une exception, dirigée contre les témoins de Jehovah et les Adventistes du septième jour qui ne peuvent ni pratiquer leur religion ni posséder de biens en tant qu'église constituée.

Les missionnaires étrangers sont libres de prêcher et de pratiquer leur religion. La publication de matériaux religieux est soumise aux mêmes contrôles rigoureux que les publications laïques.

- d) Droit de circuler librement à l'intérieur du pays, de voyager à l'étranger, d'émigrer et de rentrer dans le pays

La liberté de déplacement à l'intérieur du pays n'est limitée que dans la zone de sécurité des hauteurs du Golan et à la proximité des frontières avec le Liban, la Jordanie et l'Iraq. Les Syriens désireux de voyager à l'étranger doivent obtenir un passeport et un visa de sortie. En théorie, les Syriens peuvent se rendre dans d'autres pays arabes, à l'exception de l'Iraq, munis de leur seule carte d'identité, bien que ce principe ne s'applique dans la pratique qu'au Liban. Les femmes syriennes âgées de plus de 18 ans n'ont pas besoin de la permission d'un parent de sexe masculin pour voyager; les maris peuvent toutefois déposer une demande auprès du Ministère de l'intérieur pour empêcher leur femme de quitter le pays.

En règle générale, le Gouvernement n'autorise pas à voyager à l'étranger les personnes assujetties au service militaire et certaines catégories de membres des professions libérales, tels que les pharmaciens, architectes et ingénieurs formés aux frais de l'Etat qui n'ont pas accompli cinq ans de service public. Dans des circonstances exceptionnelles, toutefois, des personnes appartenant à ces catégories peuvent obtenir un passeport ayant une durée de validité de trois mois et valable pour certains pays seulement. Les étudiants qui se rendent à l'étranger pour y poursuivre leurs études supérieures doivent obtenir l'autorisation du Ministère des affaires étrangères et, comme tous les Syriens, peuvent être rappelés par leur Gouvernement. Les personnes prises en flagrant délit de tentative de voyage illégal sont passibles d'amende et d'une peine de détention.

Les Palestiniens vivant en Syrie doivent eux aussi obtenir un visa de sortie des autorités syriennes. De jeunes Palestiniens éprouvent parfois des difficultés à obtenir les documents de voyage nécessaires.

Les Juifs, notamment ceux ayant des biens et des intérêts financiers importants en Syrie, éprouvent un peu moins de difficulté à voyager à l'étranger depuis la deuxième moitié des années 70. A quelques exceptions près, le Gouvernement continue à ne pas délivrer de passeports et de visas de sortie à tous les membres d'une famille si cette famille est juive. En théorie, tout Syrien peut être astreint à déposer une caution, allant de 300 à 1 000 dollars, qui n'est pas remboursée s'il ne rentre pas au pays. Dans la pratique, toutefois, seuls les Juifs sont systématiquement contraints de fournir cette garantie. Bien que l'émigration juive soit en général mal vue, le Gouvernement s'est déclaré prêt à examiner favorablement les demandes au titre de la réunification des familles et le cas des femmes juives célibataires qui ne peuvent pas trouver de mari convenable en

raison de la taille réduite de la communauté juive de Syrie. Le nombre des femmes juives célibataires qui ont été autorisées à émigrer a sensiblement augmenté au milieu de l'année 1989 à la suite d'entretiens avec les autorités américaines sur cette question. Tout Syrien tentant d'émigrer ou de voyager à l'étranger sans autorisation qui est pris sur le fait, ainsi que tout Syrien soupçonné de s'être rendu illégalement en Israël, peut être arrêté et faire l'objet de poursuites pénales. A la fin de 1987 et en 1988, 10 Juifs ont été arrêtés pour des infractions à la réglementation sur les voyages à l'étranger et condamnés à des peines de prison allant jusqu'à deux ans. Trois d'entre eux auraient, d'après diverses sources, été torturés. Trois autres sont encore en prison. Il n'y a pas eu de nouvelles arrestations en 1989.

Section 3. Respect des droits politiques : le droit des citoyens de changer de gouvernement

Les Syriens n'ont pas la possibilité de changer de gouvernement légalement et pacifiquement. Le Président Assad et ses conseillers contrôlent la politique étrangère, les décisions en matière de sécurité nationale et les principales décisions en matière économique et sociale. Bien que la Constitution prévoit la participation populaire aux élections présidentielles, qui ont lieu tous les sept ans, les Syriens n'ont qu'une voix au chapitre dans le choix de leur gouvernement. Les décrets présidentiels, publiés quand le Parlement n'est pas en session, ont force de loi et portent généralement sur des questions cruciales sur le plan national, telles que l'augmentation des salaires dans le secteur public et la fixation des prix des denrées de première nécessité. Le Président Assad a remporté les élections présidentielles pour la troisième fois en 1985. Dans ces élections, selon des sources officielles, 99 % de la population a voté et 99 % des votants ont voté pour Assad, qui était le seul candidat. Un certain degré d'autonomie régionale est permis dans la mesure où il ne menace pas l'autorité du gouvernement central. C'est ainsi que les principaux centres urbains contrôlent l'administration locale. Certains groupes ethniques et sociaux, tels que les Bédouins et les habitants des petits villages, ont peu de contacts avec le gouvernement central.

Section 4. Attitude du Gouvernement à l'égard des enquêtes internationales et non gouvernementales sur des plaintes relatives à des violations des droits de l'homme

Le Gouvernement rejette les accusations faisant état de violations des droits de l'homme, qu'il feint souvent d'ignorer ou qu'il qualifie d'ingérence dans ses affaires intérieures. Il a toutefois répondu à une enquête sur les pratiques syriennes menée par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à la suite d'une plainte d'Amnesty International. La Commission des droits de l'homme a fini par classer l'affaire. Des représentants d'Amnesty International se sont rendus en Syrie en juin 1989 pour participer à un congrès de juristes arabes au cours duquel ils ont eu un entretien privé avec le Vice-Président Khaddam. Le Comité international de la Croix-Rouge n'a pu avoir que des contacts limités avec les prisonniers. Aucun Syrien n'est disposé à critiquer publiquement le Gouvernement pour ses actions dans le domaine des droits de l'homme.

Dans son rapport pour 1988, Amnesty International a noté qu'elle avait continué pendant toute l'année à exprimer au Gouvernement son inquiétude au sujet des plaintes concernant les arrestations arbitraires, la détention sans jugement de personnes soupçonnées de crimes politiques, des tortures et des mauvais traitements infligés aux détenus, ainsi que l'imposition de la peine de mort, mais que le Gouvernement n'avait pas répondu. Elle a également noté que le Gouvernement n'avait pas réagi à une déclaration orale qu'elle avait faite en 1988 devant la Commission des droits de l'homme et dans laquelle elle appelait l'attention de la Commission sur des rapports signalant l'emploi courant de la torture par les forces de sécurité et la mort de détenus politiques. Le Gouvernement a répondu qu'il "déplorait" la "déclaration outrancière" et la "position tendancieuse" d'Amnesty International. Amnesty International a également signalé qu'en avril 1988, elle avait fait part de ses inquiétudes dans une communication adressée à l'Organisation des Nations Unies et avait envoyé une copie de cette communication au Gouvernement syrien en l'invitant à formuler des observations à ce sujet, mais qu'elle n'avait reçu aucune réponse.

Le Gouvernement syrien critique fréquemment d'autres pays, notamment Israël, l'Iraq et l'Afrique du Sud, pour leur politique dans le domaine des droits de l'homme, à l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres instances internationales.

Section 5. Discrimination fondée sur la race, le sexe, la religion, la langue ou la condition sociale

Il est indispensable d'être membre du Parti baas ou d'être un proche parent d'un membre éminent de ce parti pour réussir en Syrie. Des liens avec le Parti peuvent permettre d'entrer dans de meilleures écoles élémentaires et secondaires, d'avoir accès à des emplois plus lucratifs et d'obtenir des postes plus élevés au Gouvernement. La religion est aussi un facteur important. Les membres de la secte alaouiste reçoivent souvent la préférence en matière d'emploi. Les Juifs ne peuvent pas entrer dans l'armée.

L'état officiel de guerre avec Israël continue d'influer sur la situation des Juifs syriens, bien que la situation de la communauté juive se soit améliorée ces dernières années. Aujourd'hui, la communauté juive jouit d'un niveau de vie relativement élevé et a accès à l'enseignement supérieur et aux professions libérales. Les Juifs sont toutefois soumis à certaines restrictions en ce qui concerne les voyages à l'étranger (voir sect. 4. d.) et sont la seule minorité dont la religion soit mentionnée sur les passeports et sur les cartes d'identité. Les Juifs, comme les autres citoyens syriens, sont étroitement surveillés par les services de sécurité. Il leur est interdit, comme à tous les autres Syriens, d'avoir des contacts avec les Israéliens. Ils ne peuvent pas occuper de postes dans la fonction publique, à l'exception de postes peu élevés comme ceux d'employés de bureau et d'enseignants.

La communauté palestinienne de Syrie compte environ 250 000 membres enregistrés auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et comprend essentiellement des réfugiés des guerres arabo-israéliennes de 1948 et de 1967. Plusieurs milliers de

Libanais et de Palestiniens se sont également enfuis en Syrie en 1982 après l'invasion du Liban par Israël. Les Palestiniens sont considérés officiellement comme des résidents temporaires en attendant le règlement du conflit arabo-israélien.

Selon la loi syrienne, les résidents palestiniens jouissent de l'égalité en ce qui concerne l'accès à l'emploi, aux services sociaux et à l'éducation. En outre, les organisations palestiniennes approuvées par le Gouvernement gèrent des institutions sociales au sein de leur communauté. Les Palestiniens peuvent choisir leur lieu de résidence et leur profession, et la majorité d'entre eux participent pleinement à l'économie locale. Avec l'autorisation du Gouvernement, ils peuvent posséder plus d'un bâtiment ou d'un lopin de terre.

Le Gouvernement autorise les activités des groupes politiques palestiniens qui adhèrent à la position officielle, hostile à la politique de Yasser Arafat, mais ces activités sont soigneusement limitées. Les Palestiniens ne peuvent pas voter dans les élections en Syrie ni acquérir la citoyenneté syrienne, sauf par mariage avec un citoyen syrien de sexe masculin. Bien qu'ils occupent actuellement plusieurs postes élevés dans la bureaucratie, il leur est officieusement interdit d'accéder aux échelons supérieurs du Gouvernement.

La Constitution garantit aux femmes des droits égaux à ceux des hommes et demande l'élimination de tous les obstacles à leur développement. Historiquement, les femmes syriennes ont bénéficié de la politique du Gouvernement, notamment du droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.

Les femmes syriennes jouent un rôle actif dans le secteur public comme dans le secteur privé. Selon les statistiques officielles, 43 % d'entre elles savent lire et écrire, la moyenne nationale étant de 49 %. Le Gouvernement encourage les femmes à accéder à tous les niveaux de l'enseignement et un grand nombre de femmes fréquentent les universités. Selon la loi, les femmes ont droit à un congé payé de maternité de trois mois et demi et ont l'assurance de pouvoir ensuite retrouver leur emploi. En outre, tous les établissements qui emploient plus de 100 personnes doivent fournir des crèches et des garderies d'enfants. L'Union nationale des femmes, fondée en 1967, cherche à résoudre un grand nombre de problèmes qui se posent aux femmes et à protéger les droits déjà acquis ainsi qu'à renforcer la position des femmes. Elle envisage actuellement une proposition de loi qui porterait à 15 ou 16 ans l'âge jusqu'auquel les enfants seraient confiés à la garde de leur mère en cas de divorce (alors que l'âge actuel est de 9 ans pour les garçons et de 11 ans pour les filles) et elle s'emploie activement à éliminer l'analphabétisme parmi les femmes adultes.

Dans la vie privée, la politique officielle continue à se heurter aux idées traditionnelles selon lesquelles les femmes sont placées sous la tutelle des hommes. Chez les musulmans en particulier, ces notions limitent souvent les droits des femmes en ce qui concerne le mariage, le divorce, la garde des enfants, la succession et les décisions personnelles.

On sait qu'il existe des cas de femmes battues et soumises à d'autres sévices, mais les moeurs sociales conservatrices de la société syrienne s'opposent à ce que la question soit discutée ouvertement et il est difficile, par conséquent, d'évaluer l'ampleur du problème. Le Gouvernement ne publie apparemment pas de statistiques officielles sur la violence dans la famille. D'après le système juridique syrien, les femmes peuvent s'adresser aux tribunaux pour obtenir réparation de tout préjudice causé par des actes de violence mais, dans bien des cas, il n'est pas donné suite à leurs plaintes en raison de l'opprobre social attaché aux poursuites judiciaires dans ce genre d'affaires.

Section 6. Droits des travailleurs

a) Droit d'association

La Fédération générale des syndicats de travailleurs sert au Gouvernement de cadre pour contrôler presque tous les aspects de l'activité syndicale. Les travailleurs ne sont pas libres de constituer des syndicats indépendants de la structure prescrite par le Gouvernement. Si les syndicats servent à transmettre aux travailleurs des instructions et des informations émanant du Gouvernement syrien, on croit savoir que les dirigeants syndicaux, en tant que membres du Parti baas, servent également de canal par lequel les travailleurs font part au Gouvernement de leur mécontentement. Selon la loi, 51 % au moins des membres élus du Parlement doivent être des ouvriers ou des paysans. Les grèves ne sont pas interdites par la loi syrienne (sauf dans le secteur agricole), mais elles sont découragées dans la pratique. Aucune grève n'a été signalée en 1989.

La Fédération générale des syndicats de travailleurs est affiliée à la Confédération internationale des syndicats arabes et à la Fédération syndicale mondiale, d'obédience communiste.

La Constitution de 1973 a affirmé le droit de constituer des syndicats. Les syndicats syriens sont organisés par secteur et aux niveaux local, provincial et national. D'après le droit syrien du travail, tout groupe de 50 travailleurs ou plus dans une profession ou un secteur donné peut constituer un comité syndical. Ces comités locaux peuvent s'unir pour former un syndicat provincial. Les syndicats provinciaux peuvent se grouper avec d'autres syndicats de la même profession pour former un syndicat national. Les représentants syndicaux à tous les niveaux sont élus au scrutin secret et les syndicats provinciaux sont financièrement indépendants du syndicat national.

Toutefois, la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a noté que les membres de la même profession dans la même province ne peuvent créer qu'un seul syndicat, que les syndicats d'une province ne peuvent se grouper qu'en une seule fédération provinciale des travailleurs, et que les différentes fédérations provinciales ne peuvent s'unir qu'au sein de la Fédération générale des syndicats de travailleurs. La Commission a également noté que la Fédération générale des syndicats des travailleurs a le pouvoir exclusif de déterminer quels syndicats peuvent être constitués et a le droit de dissoudre l'organe directeur de tout syndicat. D'autre part, les syndicats sont tenus par la loi d'allouer un

certain pourcentage de leurs revenus aux organes supérieurs dans la hiérarchie syndicale et le Gouvernement a de vastes pouvoirs d'intervention dans les finances des syndicats.

Selon le Gouvernement, il y a en Syrie 198 syndicats nationaux qui sont affiliés à la Fédération générale des syndicats de travailleurs, et neuf associations professionnelles. Le Gouvernement soutient qu'il n'est pas illégal de créer des syndicats concurrents et que les syndicats qui sont affiliés à la Fédération générale des syndicats de travailleurs le sont volontairement parce que c'est l'organe qui défend le mieux les intérêts des travailleurs. Les dirigeants de la Fédération générale des syndicats de travailleurs font également observer que les syndicats ont commencé à se développer dans les années 20 et que la Confédération générale a été formée dans les années 30, bien avant l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste baas ou du gouvernement Assad, de sorte qu'en ne reconnaissant qu'un système syndical unique, la législation syrienne ne fait que codifier la pratique existante qui traduit la volonté des travailleurs syriens. La Fédération générale des syndicats de travailleurs est chargée de donner des avis sur la législation, d'établir des règlements pour les travailleurs et d'organiser la main-d'oeuvre. Le Président élu de la Fédération générale est un membre important du Parti baas au pouvoir ainsi que du commandement régional et il participe, avec son adjoint, à toutes les sessions du cabinet. Les secrétaires généraux des neuf associations non affiliées, dont certains ne sont pas membres du Parti baas, sont également élus.

Dans ses rapports de 1987 et de 1988, la Commission d'experts a conclu que la structure de la Fédération générale des syndicats de travailleurs représentait un système d'unicité syndicale établi par la loi. Elle a formulé d'autres observations sur les restrictions apportées au droit des travailleurs étrangers de s'affilier à des syndicats ou de constituer des syndicats de leur choix, sur l'ingérence des autorités dans l'administration syndicale, et sur l'interdiction des grèves dans le secteur agricole. Dans son rapport de 1989, la Commission d'experts a soulevé une fois de plus ces questions, notant que le Gouvernement syrien avait établi un groupe de travail comprenant des représentants des travailleurs et des employeurs pour examiner ses observations.

b) Droit de constituer des syndicats et de négocier collectivement

Dans le secteur public, les syndicats n'ont pas normalement recours aux négociations collectives pour régler les questions de salaires, mais il semble que les délégués syndicaux participent avec les représentants patronaux et les représentants des ministères compétents à l'établissement des salaires minimums par secteur. Le Gouvernement a cité 10 cas précis où des accords collectifs sectoriels de ce type ont été négociés. Dans un pays où les principales industries sont aux mains de l'Etat, les travailleurs détiennent la majorité des sièges dans chaque conseil d'administration, qui comprend toujours des représentants syndicaux. Ils veillent en outre au respect du code du travail. Dans le secteur privé, les syndicats veillent activement à l'application de la législation ainsi qu'à la santé et à la sécurité des travailleurs. La loi donne aux syndicats le droit de négocier des contrats collectifs avec leur employeur mais on ignore si ces contrats leur permettent aussi d'intenter des poursuites ou de se faire représenter devant les tribunaux.

c) Interdiction du travail forcé ou obligatoire

Aucune loi en Syrie n'interdit le travail forcé ou obligatoire. Ce dernier peut dans certains cas être imposé à titre de sanction, à l'occasion généralement d'une condamnation à une peine d'emprisonnement pour infraction pénale. En vertu de l'article 35 de la Constitution, tout citoyen a le droit et le devoir de travailler; de plus, tout fonctionnaire qui démissionne sans l'autorisation du ministère dont il relève se rend coupable d'une infraction pénale.

d) Age minimum du travail des enfants

Dans le secteur public, qui est prédominant, l'âge minimum du travail est de 14 ans, ou parfois plus dans certains secteurs de l'industrie. Il est beaucoup plus variable dans le secteur privé; dans l'absolu, il est de 12 ans et les enfants de moins de 16 ans doivent avoir la permission de leurs parents pour travailler. Les enfants n'ont pas le droit de travailler de nuit. Le Ministère des affaires sociales et du travail est chargé de faire respecter les règles relatives à l'âge minimum mais les inspecteurs du travail sont peu nombreux et les infractions à la loi peuvent être nombreuses.

e) Conditions de travail acceptables

Le Gouvernement fixe le salaire minimum et maximum dans le secteur public, et ceci en fonction d'un barème mensuel. En 1989, le Président a, par décret, augmenté de 25 % les salaires des fonctionnaires tout en autorisant une augmentation de 50 % du prix de l'essence et d'autres produits de base. Deux mois plus tard, à la suite de discussions entre représentants syndicaux et patronaux, le Ministère des affaires sociales et du travail a annoncé que les salaires du secteur privé augmenteraient également de 25 %. Le salaire de début le plus bas pour un poste n'exigeant aucune expérience ni aucun titre et ne comportant aucun travail physique est d'environ 118 dollars par mois au taux de change officiel. Le salaire de départ le plus élevé dans le secteur public est d'environ 235 dollars par mois pour le titulaire d'un doctorat. Aucun de ces deux salaires ne suffit à lui seul à assurer un niveau de vie convenable. De nombreux salariés sont donc obligés d'avoir plusieurs emplois ou de faire appel à la famille élargie.

Il n'existe aucun salaire minimum fixe pour les employés permanents du secteur privé. Toutefois, dans la pratique, le salaire mensuel minimum n'est pas inférieur à celui du secteur public. En vertu de la législation du travail de 1959, les salaires minimums du secteur privé sont fixés pour chaque secteur par le Ministre des affaires sociales et du travail, sur la recommandation d'un comité composé d'un représentant du Ministère de l'industrie ou de celui de l'économie et du commerce, d'un représentant patronal et d'un délégué syndical.

Le Code syrien du travail réglemente de façon très précise les conditions de travail. Il comprend notamment des dispositions et règlements qui réduisent considérablement la possibilité qu'a un employeur de licencier un employé, sans raison valable, ce dernier pouvant saisir de son cas un conseil de prud'hommes composé d'un représentant de la municipalité, d'un juge, d'un représentant du Ministère des affaires sociales et du travail, du syndicat et de l'employeur. La

majorité des décisions rendues par ces conseils de prud'hommes sont favorables à l'employé. Les travailleurs, une fois qu'ils ont été embauchés, ne peuvent pas être licenciés facilement. Les travailleurs payés à la journée sont la seule exception dans ce secteur extrêmement réglementé. La réglementation concernant le salaire minimum ne leur est pas applicable et ils ne reçoivent des indemnités qu'en cas d'accidents liés directement à leur travail. Ils travaillent en général pour des petites sociétés ou entreprises privées, qui cherchent ainsi à éviter les coûts afférents à l'emploi de salariés permanents, ces derniers bénéficiant d'une bonne protection même contre le licenciement.

La durée de la semaine de travail est de six jours, à raison de six heures par jour, mais une journée de neuf heures est autorisée dans certains secteurs où les employés travaillent de façon intermittente. La loi fixe également un repos obligatoire de 24 heures par semaine. Les employés ont droit à 15 jours de congés payés par an les cinq premières années et ensuite à un congé allant jusqu'à 30 jours par an lorsqu'ils ont plus de 50 ans ou comptent plus de 20 ans d'ancienneté. Les employeurs sont tenus de leur assurer un minimum de soins médicaux, et les établissements comptant plus de 100 employés doivent engager une infirmière et permettre à leurs employés de consulter un médecin le cas échéant.

La loi fixe des normes de sécurité pour tous les secteurs mais leur application effective dépend des chefs d'entreprise et peut donc varier. Le Ministère des affaires sociales et du travail est doté d'un petit service de la santé et de la sécurité, qui est chargé d'inspecter les conditions de travail et de les corriger, lorsqu'elles ne sont pas conformes aux normes de santé et de sécurité. Un travailleur peut également intenter un procès à son employeur s'il estime travailler dans des conditions dangereuses pour sa santé. Le Gouvernement fournit une assurance incapacité en cas d'accident du travail. Les travailleurs migrants bénéficient en principe des mêmes avantages mais ils hésitent souvent à faire valoir leurs droits car leur permis de travail peut leur être retiré à tout moment. De plus, nombre d'entre eux travaillent illégalement et ne sont pas couverts par le régime public.

On ne dispose actuellement d'aucune information sur les pratiques syriennes en matière de travail à l'intérieur des zones franches syriennes.
